



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERS ET METAUX

29 rue de la Gare
70220 Fougerolles-Saint-Valbert

Références : UID257090/SPR/AB/2025-1210B
Code AIOT : 0005901151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement FERS ET METAUX implanté 29 rue de la Gare 70220 Fougerolles-Saint-Valbert. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et plus particulièrement des suites données par l'exploitant aux non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 21/11/2024. Elle a consisté également à vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24/12/2024 se rapportant au stockage des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERS ET METAUX

- 29 rue de la Gare 70220 Fougerolles-Saint-Valbert
- Code AIOT : 0005901151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Fers et Métaux exploite sur son site de Fougerolles d'une superficie de plus de 4 hectares, une installation de récupération et de traitement de déchets métalliques ainsi qu'une activité de tri/transit de batteries et de déchets non dangereux. Le site qui fonctionne du lundi au vendredi, emploie 22 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositions générales et prévention de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.2.1Art 8.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Hauteur des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Transit/regroupement de batteries	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 4.3.2 et 4.4.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1	Sans objet
3	Limitation des niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 6.2.1Art 6.2.5	Sans objet
5	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Rétention des eaux en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 11 IV	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 4.4.1	Sans objet
11	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 4.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a contractualisé avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour l'activité de transit des DEEE non classée pour la rubrique 2711. Il projette d'élargir ce contrat à la dépollution et au traitement des DEEE en séparant les composants électriques et électroniques et en broyant sur site les carcasses métalliques.

La cloison anti bruit mise en rehaussement du mur déjà existant en limite de site le long de la Combeauté a permis de corriger les dépassements qui avaient été constatés en zone à émergence réglementée du côté Nord du site.

Des vannes permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement ont été mises en places à chaque point de rejet. A ce titre, l'exploitant devra mettre à jour le plan des réseaux et établir des consignes pour leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement.

Les points nécessitant une action corrective de la part de l'exploitant sont les suivants :

- l'entreposage en extérieur de DEEE qui ne permet pas de prévenir la dégradation des équipements destinés à la réutilisation ;
- l'absence de moyens organisationnels ou techniques permettant de prévenir tout risque d'incendie au niveau du stock de matières combustibles en sortie de broyeur ;
- l'absence d'un dispositif permettant de s'assurer du respect de la hauteur maximale de 3 mètres pour les stocks D et E ;
- la gestion des dépassements ponctuels des valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux. Le cas échéant, l'exploitant doit rechercher les causes et prendre des mesures correctives dans les meilleurs délais ;
- présence d'éléments dans un rayon de 5 mètres autour de l'aire d'entreposage des batteries.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1
Thème(s) : Situation administrative, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : I. - Au sens du présent article, on entend par : 1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ; 2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et

reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1. S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix. Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 23/24 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques. La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant indique avoir contractualisé avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour l'activité de transit des DEEE dans la limite de 40 m³. Dans son courrier daté du 21 octobre 2025, une activité de démontage et de séparation est envisagée afin de différencier 2 flux:

- d'une part les DEEE résiduels (composants électriques et électroniques pris en charge par ECOLOGIC),
- d'autre part les carcasses métalliques qui seraient traitées sur site avec le broyeur.

Le contrat établi avec ECOLOGIC n'inclue pas la dépollution et le traitement des DEEE. Pour régulariser cela avec l'éco-organisme, l'exploitant souhaite un écrit confirmant que l'activité est non classée pour la rubrique 2711.

D'après la note d'explication de la nomenclature ICPE, les installations de tri sont les "installations recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à la séparation des différentes fractions élémentaires les composant, sans modifier leur composition physique, chimique de ces fractions élémentaires et sans toucher à leur intégrité physique. Par exemple la séparation manuelle des éléments plastiques et métalliques pour les DEEE, les opérations de

centrifugation, de décantation, ou de filtration qui n'utilisent pas de substances ou préparations chimiques, sont des opérations de tri."

La séparation des éléments entre dans le champ de la rubrique 2711, mais serait non classée en raison du volume d'activité envisagé. En revanche, le broyage de la fraction métallique triée entre dans le champ de la rubrique 2791 (pour laquelle l'exploitant est déjà autorisé).

Au cours de la visite d'inspection objet du présent rapport, il a été rappelé à l'exploitant que si l'activité n'est pas classée au sens de la réglementation ICPE, il convient de respecter les prescriptions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements (voir point suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Prescription contrôlée :

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs;
- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
 - * la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation; *
 - * l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
 - * l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :

- elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;
- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;
- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;
- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Constat inspection 2024:

« Lors de la visite terrain, il n'a pas été constaté de DEEE. L'exploitant indique réaliser les opérations de démontage sous un hangar et sur surface imperméabilisée. Il a toutefois été constaté que les cartes électroniques sont entreposées dans une benne sur surface imperméabilisée mais pas à l'abri des intempéries. De plus, les DEEE ne font pas l'objet d'un suivi spécifique et semblent englobés

dans les déchets de métaux. Ils doivent faire l'objet d'une pesée spécifique.

Non-conformité n°6 : La gestion des DEEE ne respecte pas l'intégralité des exigences de transit, regroupement et tri prévus par la réglementation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à justifier, dans un délai de 2 mois, des actions correctives permettant la conformité de son site aux exigences de gestion des DEEE. »

Le jour de la visite, il a été constaté l'entreposage en extérieur de DEEE dans 7 cubitainers soit un volume total de 7 m³, bien en deçà du seuil de classement de 100 m³. Les cubitainers ouverts sur leur face supérieure ne permettent pas de prévenir la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation, ainsi que l'accumulation d'eau dans les équipements. C'est une non-conformité vis à vis de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des DEEE.

Questionné sur les conditions dans lesquelles sont effectuées les opérations de démontage, l'exploitant a indiqué que ses activités se limitent pour l'instant au transit des DEEE sur son site. Un suivi spécifique a été mis en place dans le registre des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à se mettre en capacité de respecter les prescriptions d'entreposage des DEEE prescrites par l'arrêté ministériel du 23/11/2005.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Limitation des niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 6.2.1 Art 6.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores

Prescription contrôlée :

6.2.1 - Mesures périodiques des niveaux sonores Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 2 ans

Article 6.2.5 - Travaux acoustiques A échéance du 31 mars 2025, l'exploitant met en place, sans préjudice de l'ensemble des autres réglementations applicables, un mur anti-bruit en limite Nord du site (côté broyeur) dont les caractéristiques techniques permettent, selon le dossier déposé par l'exploitant, d'atteindre les niveaux limites de bruit visés aux articles 6.2.2 et 6.2.3.

Constats :

Constat inspection 2024:

« **Non-conformité n°1 :** la dernière mesure de bruit met en évidence des dépassements en zone à émergence 1 et en limite de site 3. Étant donnée les mesures correctives conséquentes qui sont en cours de réalisation, il n'est pas proposé de suite administrative. Demande à formuler à l'exploitant à

la suite du constat : Une fois la construction du mur Nord terminée, l'exploitant réalisera des mesures de bruit en limite Nord et en zone à émergence réglementée ZER-1 afin de vérifier le respect des niveaux sonores de son arrêté préfectoral. »

Le mur anti-bruit a été mis en place en limite Nord du site (côté Combeauté). Les mesures de bruit réalisées le 5 mars 2025 mettent en évidence la conformité pour les zones à émergence réglementées, c'est-à-dire au niveau des habitations. Il subsiste une légère non-conformité en limite nord (54 dB(A) au lieu de 50 dB(A)) qu'il convient de nuancer par le fait que les valeurs prescrites en limite de site sont bien en deçà des valeurs nationales (70 dBA).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales et prévention de l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.2.1 Art 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Broyage

Prescription contrôlée :

Article 8.2.1 - Le broyage d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dangereux ou non dépollués est interdit

Article 8.2.2 - L'exploitant met en œuvre une surveillance des stocks de matières combustibles en sortie de broyeur de manière à pouvoir détecter précocement les conditions potentiellement génératrices d'un incendie.

Constats :

Le jour de la visite, il a été constaté la présence d'une petite quantité (inférieure à 1 m³) de résidus de broyage légers « RBA » obtenus par aspiration en sortie de broyeur. Les RBA sont stockés sous un auvent à l'abri des intempéries.

Questionné sur la surveillance des stocks de matières combustibles en sortie de broyeur, l'exploitant a indiqué que ces rebuts sont régulièrement évacués (enfouissement SUEZ) après chaque campagne de broyage et qu'il n'y a pas d'opération de broyage le vendredi. Les opérations de broyage ne sont pas tracées dans un registre. D'après l'exploitant, l'évacuation régulière des RBA permet de limiter les quantités d'entreposage et ne nécessite pas leur surveillance au vu des faibles quantités entreposées et de leur durée d'entreposage sur le site.

L'examen du registre de déchets transmis par l'exploitant post-inspection a permis de vérifier l'évacuation régulière des RBA. Il a toutefois été constaté que les enlèvements sont susceptibles d'avoir lieu le lundi : c'est le cas pour les 2 derniers enlèvements qui ont été réalisés le 3 novembre (16 tonnes) et le 17 novembre (18,950 tonnes).

L'absence de surveillance de ces dépôts combustibles pendant la fermeture du site ne permet pas de prévenir les risques d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les moyens organisationnels ou techniques permettant de prévenir tout risque d'incendie au niveau du stock de RBA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aires et stockages
Prescription contrôlée : Aménagement Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). Les diverses aires de stockage sont physiquement séparées de manière à prévenir tout risque d'extension d'un incendie de l'une à l'autre et à permettre le passage d'un engin de secours. L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer la hauteur et le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
Constats : La visite terrain n'a pas porté sur l'intégralité du site en raison des conditions météorologiques. Le site est organisé en zones distinctes de traitement (broyage, cisailage) et de stockage (métaux à cisailier ou à presser, métaux à broyer, métaux traités, DIB, ...). Ce point n'appelle pas de remarque particulière. Les moyens pour évaluer la hauteur des stocks sont abordés dans le point suivant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Hauteur des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aires et stockages
Prescription contrôlée : La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.. Cette limitation de 3 mètres ne s'applique pas aux stocks A et B matérialisés sur le plan en annexe 3 du présent arrêté, sous réserve qu'ils ne soient pas visibles depuis les points de vue au Sud du site et notamment depuis la rue de la Gare et les habitations. Les parties visibles depuis la rue

<p>sont maintenues à une hauteur maximale de 3 mètres.</p> <p>Afin de favoriser l'intégration paysagère du site, le stock A n'est pas visible depuis la place de la Libération.</p> <p>L'exploitant détermine les moyens permettant de vérifier la hauteur réglementaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extrémité du stock A est visible depuis une partie de la place de la Libération en raison de l'abattement d'un mur temporairement « remplacé » avec une benne dans le cadre des travaux en cours pour le prolongement en partie Sud du mur anti-bruit. Cela sera prochainement résolu.</p> <p>Le stock D a été évalué pour sa partie la plus haute à 4 mètres et de ce fait le sommet du tas est légèrement visible depuis la rue de la Gare. L'exploitant a indiqué que ce dépassement résulte des travaux en cours. A noter qu'il ne dispose pas d'un moyen pour vérifier la hauteur d'entreposage de ce stock. C'est une non-conformité.</p> <p>En ce qui concerne les stocks A et B, l'exploitant prévoit de matérialiser un repère à 6 mètres sur le futur mur anti-bruit. La hauteur des stocks de ferraille en attente de broyage est vérifiable par comparaison avec le niveau de la plateforme de la grue permettant d'alimenter le broyeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant de s'assurer du respect de la hauteur maximale de 3 mètres pour les stocks D et E et de s'assurer que ces stocks ne sont pas visibles depuis la rue de la Gare, garantissant ainsi la bonne intégration du site dans le paysage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Transit/regroupement de batteries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aires et stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seul le transit et regroupement de batteries au plomb est autorisé. La collecte de batterie au lithium est interdite. Les batteries collectées sont stockées dans des bacs étanches avec couvercle. Ces bacs sont entreposés sur une aire imperméable, à l'abri des intempéries. L'aire de stockage est délimitée par un mur-coupe feu 2h de 5 mètres de hauteur en limite du périmètre d'autorisation concerné. L'emprise au sol du stockage de batterie ne dépasse pas 40 m² sur une hauteur de 2,5 mètres soit 3 hauteurs</p>
<p>Constats :</p> <p>En attendant la fin prochaine des travaux d'aménagement de l'auvent situé en limite de propriété</p>

et qui prévoient son doublage intérieur par une paroi coupe feu d'une hauteur de 5 mètres, les batteries sont stockées dans des bacs étanches munis de couvercle dans le bâtiment d'activité disposant d'une surface imperméable.

Le jour de la visite, il a été constaté la présence de 54 bacs entreposés sur 3 niveaux et dont le contrôle par sondage n'a pas montré la présence de batterie au lithium. L'exploitant a indiqué qu'un enlèvement va être programmé.

D'après l'étude de modélisation des flux thermiques transmise par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance, il ne doit pas y avoir de stockage dans un rayon de 5 mètres autour de cette aire d'entreposage des batteries.

Le jour de la visite, cette distance de sécurité n'était pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à prévoir un périmètre vide de 5 mètres minimum autour de l'aire d'entreposage pour tenir compte de l'étude de modélisation des flux thermiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Rétention des eaux en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 11 IV

Thème(s) : Risques accidentels, Vannes d'isolement

Prescription contrôlée :

[...]

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

Constats :

Le volume total d'eaux à confiner en cas d'incendie (besoins en eaux d'extinction et volume d'eau lié aux intempéries) est de 390 m³. Ce volume d'eau est confiné sur les surfaces imperméabilisées de l'établissement après fermeture de la vanne en aval des séparateurs d'hydrocarbures, le revêtement de sol étant réalisé en pente avec une collecte au centre de la plateforme.

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que le dispositif d'isolement limité aux obturateurs pour les hydrocarbures des séparateurs ne permettait pas de confiner les eaux d'extinction. Les séparateurs disposent d'un by-pass en cas d'orage, qui n'est pas condamné par l'obturateur.

L'exploitant a mis en place des vannes au niveau de chaque point de rejet, ce qui permet d'isoler

les réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur et au milieu naturel.

Le plan de localisation des vannes accompagné des photos des différents dispositifs transmis post-inspection par l'exploitant apparaît approximatif (vanne rejet n°6 signalée en amont du séparateur) voire erroné (vanne rejet n°3 indiquée au niveau du séparateur). De plus une mise à jour du plan des réseaux est attendue. Pour rappel, le plan des réseaux prescrit dans l'arrêté préfectoral du 24/12/2024 (article 4.2.1) doit représenter les réseaux d'alimentation et de collecte et doit faire notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Le document de mise en sécurité du site comprend le plan de localisation des vannes (à corriger) et des consignes avec des photos correspondant au point de rejet n°6. Il conviendra d'explicitier dans les consignes le fonctionnement des autres vannes qui diffèrent en fonction des rejets.

La visite terrain a porté par sondage sur les rejets 3, 4, 6 et 7. Le fonctionnement des vannes n'a pas été vérifié. Il a été rappelé à l'exploitant l'obligation de tracer dans un registre la vérification des vannes d'isolement dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour compléter la mise en place des vannes d'isolement, il est demandé à l'exploitant de se conformer aux prescriptions des articles 4.2.1 et 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2024 en :

- mettant à jour le plan des réseaux ;
- établissant et affichant les consignes de fonctionnement des vannes ;
- mettant en place un registre permettant de tracer l'entretien et la vérification des vannes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 4.3.2 et 4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets

Prescription contrôlée :

Article 4.3.2 - Concentration et flux aux point de rejet n° 3, 4, 5, 6, 7 (eaux pluviales de voirie)
Sans préjudice des valeurs limites définies dans les arrêtés ministériels applicables aux secteurs d'activités, les teneurs maximales en polluants des eaux pluviales, ayant été au contact des déchets rejoignant le milieu naturel, sont les suivantes : [...]

Article 4.4.1 – Contrôle des rejets

L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé des analyses de ses rejets sur les paramètres visés au tableau de l'article 4.3.2 du présent arrêté aux fréquences ci-dessous :

Point de rejet 3, 4, 5, 6 : Fréquence Semestrielle
Point de rejet 7 : Fréquence mensuelle Mensuelle

Constats :

Ce point vise à vérifier le respect de la périodicité des contrôles et des valeurs limite d'émission (VLE).

Les résultats des analyses sont saisis par l'exploitant sur GIDAF.

Constats ci-dessous à lire ainsi : « **Paramètre, mesure** (en mg/l) / VLE (en mg/l) »

- Janvier 2025 : (seul point de rejet n°7 mesuré)
3 dépassements **Mes38/35** ; **DCO161/125** ; **Zn1,47/0,8**
- Février 2025 : (seul point de rejet n°7 mesuré)
3 dépassements **pH8,7/8,5** ; **Zn1,66/0,8** ; **Ni1,97/0,2**
- Mars 2025 : pas de mesures car pas de précipitations
- Avril 2025 : (seul point de rejet n°7 mesuré)
4 dépassements **As0,03/0,025**, **Zn1,02/0,8**, **Ni0,48/0,2**
- Mai 2025 : pas de mesure car aucun rejet
- Juin 2025 : idem
- Juillet 2025 :
1 dépassement point de rejet n°4 **DBO551/30**
1 dépassement point de rejet n°5 **DBO531/30**
1 dépassement point de rejet n°3 **Indice hydrocarbure7,56/5**
- Août 2025 : (seul point de rejet n°7 mesuré) pas de dépassement
- Septembre 2025 : (seul point de rejet n°7 mesuré) pas de dépassement

Les analyses montrent des dépassements pour les métaux Zinc et Nickel pour le rejet n° 7 correspondant à la zone du broyeur aux mois de février et avril 2025. Les mesures ultérieures (août et septembre 2025) sont conformes en ce qui concerne le point de rejet N°7.

Questionné sur ces dépassements ponctuels : 10 fois la VLE en ce qui concerne le Nickel au mois de février, l'exploitant n'a pas été en mesure de les expliquer.

Les autres points de rejets font l'objet d'une surveillance semestrielle. Au mois de juillet des dépassements ont été relevés aux points 4 et 5 pour le paramètre DBO5, ainsi qu'au point 3 pour l'indice hydrocarbure.

L'exploitant doit rechercher les causes dès connaissance d'un dépassement des valeurs limites de ses rejets sans attendre les prochaines analyses (dans le cas du point de rejet N°7 conformes sur les deux dernières) et de mener les actions correctives dans les meilleurs délais. Il doit notamment s'interroger sur la bonne fréquence d'entretien des dispositifs de traitement et sur leur capacité à retenir certains polluants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
En cas de nouveau dépassement des valeurs limites de ses rejets, l'exploitant veillera à en rechercher les causes dès qu'il en aura connaissance, sans attendre les prochaines analyses (dans le cas du point de rejet N°7 conformes sur les deux dernières) et à mener les actions correctives dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance renforcée
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse des eaux brutes de la rivière la Combeauté et des sédiments en amont du premier point de rejet dans le ruisseau la Combeauté et en aval du dernier point de rejet dans l'année qui suit la notification du présent arrêté. Les analyses sont réalisées sur l'ensemble des paramètres visés au tableau de l'article 4.3.2 ainsi que sur les PCB. En cas d'élévation des concentrations entre l'amont et l'aval, l'exploitant devra réaliser des prélèvements plus précis au droit de chaque point de rejet afin de cibler l'éventuel rejet problématique. Sur la base de ce constat, il devra proposer les mesures correctives appropriées pour que ses rejets ne soient plus susceptibles de déclasser la masse d'eau. En cas d'accroissement de la concentration d'un ou plusieurs paramètres de l'amont vers l'aval, il conviendra de renouveler cette analyse annuellement. À défaut, l'exploitant pourra solliciter son non-renouvellement auprès de l'inspection des installations classées
Constats : Cette analyse était à réaliser avant le 31/12/2025. La mission de prélèvements de sédiments et d'eaux de surface sur le bras de la Combeauté qui longe l'établissement a été confiée au laboratoire accrédité MAPE. Pour se conformer aux exigences méthodologiques, les prélèvements doivent être réalisés hors crue et hors variation de débit significative alors que ce bras se retrouve déconnecté et à sec en période de faibles débits. Les conditions climatiques n'ont pas permis jusqu'à présent la réalisation des prélèvements sur le bras concerné, c'est pourquoi il n'est pas proposé de suites administratives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Art 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé. La surveillance des rejets atmosphériques se fait de façon à permettre de justifier le respect des prescriptions de l'article 3.2.3 dans des conditions de production nominale.

Constats :

Constat inspection 2024

«L'exploitant a toutefois communiqué un bon de commande auprès du laboratoire MAPE en date du 29/10/2024 qui reprend bien l'ensemble des paramètres prescrit par l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (dont ceux manquants dans la précédente mesure). L'exploitant indique que la mesure est prévue le 9 décembre 2024.

Non-conformité n°2 : La dernière mesure des rejets atmosphériques du broyeur date de plus de 6 mois et ne comprend pas les paramètres retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine, COVT et PCDD/F.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera à l'inspection les résultats de la mesure de ses rejets atmosphériques dès réception. »

Le rapport correspondant aux mesures effectuées le 11/12/2024 a été transmis le 27/01/2025. Il n'y a pas de dépassement pour les poussières et les autres paramètres attendus ont été mesurés.

Une mesure des poussières a été réalisée le 19/06/2025 par le laboratoire MAPE, le rapport ne présente pas de dépassement (0,449 mg/Nm³ mesuré pour une VLE à 10 mg/Nm³)

La périodicité semestrielle de contrôle des poussières est respectée. Une mesure de l'ensemble des paramètres est prévue au mois de décembre.

Type de suites proposées : Sans suite